

Bush en maître du monde : la guerre au finish ?¹

Les élites au pouvoir à Washington se plaignent volontiers d'être mal aimées du monde. Au point d'y voir une intolérable injustice quand George Bush manifeste si volontiers sa « compassion » au reste du monde. Il est peu probable que la « longue guerre » promise par le Pentagone aide à arrondir les angles. La nouvelle doctrine militaire des Etats-Unis promet « des interventions dans des douzaines de pays et pour de nombreuses années. »

Jeux de guerre, jeux dangereux. Récemment, la publication américaine *Atlantic Monthly* a invité des experts en armement et d'anciens hauts fonctionnaires à jouer à un « war game ». Une occasion de passer en revue toutes les options militaires en vogue à Washington. Mais avec un adversaire potentiel clairement désigné : l'Iran. Une de ces « nations étrangères qui peuvent ne pas nous aimer » comme dit volontiers le président Bush. Il ne s'agit pas d'une menace virtuelle. John Bolton, l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU est on ne peut plus clair : Téhéran est « la plus grande menace pesant sur le monde civilisé aujourd'hui. » Quant au leader républicain au Sénat, John McCain, il affirme que « toutes les options doivent rester sur la table. Il n'y a qu'une chose pire que l'option militaire, c'est un Iran doté d'armes nucléaires. » Pratiquement, le compte à rebours pourrait avoir débuté. Selon un expert militaire américain William Arkin, des plans d'attaque visant notamment l'Iran et la Corée du Nord, attendent au Pentagone. Ils sont collationnés sous le nom de code « *Global Strike* » (« attaque globale »). Des bombardiers indétectables par les radars et des sous-marins lance-missiles seraient déjà en état d'alerte pour des frappes préventives. Et George Bush espère pouvoir, en cas de besoin, compter sur des alliés compréhensifs. Pour Tony Blair, la situation étant « vraiment très grave », « nous n'excluons aucune mesure. » Et la chancelière Angela Merkel voit dans un Iran doté de l'arme nucléaire « une menace pour le monde entier. » On peut douter qu'un abandon éventuel de la voie négociée au profit des menaces et des sanctions amène à plus de souplesse les ultraconservateurs au pouvoir à Téhéran. Au contraire, accentuer le repli sur soi de l'Iran pourrait mettre en route un processus de plus en plus incontrôlable dont les conséquences risqueraient d'être désastreuses pour une région à haut risque et pour le monde.

Changement de ton en Europe ?

Or, les menaces répétées de frappes militaires « ciblées » contre l'Iran - « une option parmi d'autres », - inscrivent insidieusement les alliés occidentaux dans le sillage des faucons étatsuniens. Y compris en France où la liberté de ton en vigueur avant la guerre d'Irak semble avoir vécu. Récemment, le représentant français à l'OTAN, Pierre Lelouche, se moquait ainsi des « partisans de la multipolarité » alors qu'il s'agit de « se rendre à l'évidence devant l'acuité de la menace. » Et c'est en pleine polémique avec l'Iran que Jacques Chirac a annoncé fin janvier un infléchissement de la doctrine nucléaire française. En évoquant le possible recours à des armes nucléaires miniaturisées « contre des Etats qui soutiennent le terrorisme. »

Au début du mois de février, lors d'une réunion de l'OTAN en Sicile, Mme Merkel a clairement prôné un rôle accru pour l'OTAN au détriment des vagues projets de sécurité européenne plus autonome par rapport aux Etats-Unis. L'Alliance atlantique devrait être l'instance « où est discutée l'analyse permanente des menaces » et « où les actions militaires et politiques doivent être coordonnées », notamment face aux dossiers brûlants du Proche-Orient et du nucléaire iranien. On se rappelle que, voici un an, Gerhard Schröder avait affirmé que l'OTAN n'était « plus le lieu principal où les partenaires transatlantiques discutent et coordonnent leur stratégie. »

¹ Article paru dans le N° 257 du *Journal du mardi*, 28 février 2006.

Certes, ce rapprochement atlantiste ne lève pas d'un coup les différences d'appréciation entre certaines grandes capitales européennes et la Maison Blanche. Il n'empêche que, farouchement opposé comme ses prédécesseurs à toute velléité d'indépendance de l'Europe dans les affaires internationales, M. Bush a dû boire du petit lait. Les dirigeants nord-américains imaginent depuis longtemps d'intégrer « à la carte » leurs partenaires européens dans leurs calculs stratégiques. Histoire de partager le fardeau financier et humain des aventures militaires futures. Après tout, ils ont déjà impliqué l'Alliance dans la « stabilisation » manquée de l'Afghanistan. Et le secrétaire général de l'OTAN, le néerlandais Jaap de Hoop Scheffer vient d'appeler les Etats membres à sécuriser de concert leurs approvisionnements en pétrole et en gaz contre le « *risque potentiel* » terroriste. On constate là, à la fois une vision extensive du terrorisme et une inquiétante propension des pays industrialisés à se doter d'une « police militaire » globale au service d'intérêts économiques bien pensés.

Promesses de « guerres longues »

Cette évolution est inquiétante à bien des égards. Dans son discours sur l'état de l'Union, le 31 janvier dernier, le président Bush a défendu avec hargne sa stratégie « *internationaliste* » en réaffirmant que l'Amérique doit « *conduire* » le monde. Parce que « *l'alternative au leadership américain, c'est un monde beaucoup plus dangereux et anxieux.* » Et il s'en est pris en vrac à la Syrie, à la Birmanie, au Zimbabwe, à la Corée du Nord et à l'Irak. Il a surtout refusé de reconnaître l'impasse tragique dans laquelle mènent les aventures guerrières. Contre toute évidence, Bush a affirmé : « *En Irak, nous gagnons* » Plus généralement, la doctrine de défense en vogue à Washington reste fondée sur la peur.

Voici quatre ans, après les attentats contre le World Trade Center, le Pentagone avait publié un document sur la nouvelle politique stratégique des Etats-Unis dans l'après-guerre froide. Le texte évoquait la possibilité de frappes préventives contre des ennemis susceptibles de recourir à des armements non conventionnels. Le Congrès avait exigé un rapport régulier sur les effectifs, les ressources et les programmes mis en œuvre. Un nouveau document a donc été récemment publié, intitulé « *Quadriennial Defense Review* ». Il promet aux citoyens américains une « *guerre longue* » (« *A long war* ») contre le terrorisme, formule déjà employée par George Bush dans son discours sur l'état de l'Union et étrennée en 2004 par le chef des forces américaines en Irak, John Abizaid. Le ministère de la Défense fixe donc comme impératifs de réorienter les capacités et les forces militaires pour quelles « *soient plus souples* », qu'elles « *se préparent à des défis asymétriques plus larges* » et qu'elles « *se protègent contre les incertitudes au cours des 20 prochaines années.* » Pour cela, les effectifs des forces spéciales passeraient de 53 000 à plus de 61 000 soldats.

Mais l'idéal avoué serait de pouvoir compter sur des troupes non-américaines pour faire le boulot et partager le fardeau d'un interventionnisme militaire tous azimuts. Le Pentagone prétend avoir tenu compte de l'expérience faite en Irak. Ce qui n'est guère rassurant. Pas plus qu'en Afghanistan – où les talibans ont méchamment repris du poil de la bête et où les chefs de guerre font la loi -, la politique de la canonniers n'a ramené le calme et la sérénité en Mésopotamie. Les mises en garde sur les conséquences d'une telle aventure pour l'intégrité du pays n'avaient pourtant pas manqué. Faisant en quelque sorte aveu d'échec sur le terrain, l'ambassadeur de Washington en Irak, Zalman Khalilzad, vient de reconnaître les risques de voir l'Irak divisé sur « *des bases sectaires et ethniques* ». Tout en s'inquiétant des faits de tortures dans les prisons et d'assassinats en série perpétrés par des « *escadrons de la mort* » « *Le succès (du processus de pacification) de l'Irak sera un succès pour les Etats-Unis* » a répété l'ambassadeur. Il en irait de même pour un « *échec* » a-t-il reconnu en menaçant les différentes factions de couper les vivres. « *Pas question de dépenser les ressources du peuple américain* » en vain, a-t-il mis en garde, au moment où une majorité de ses concitoyens mettent en cause la coûteuse politique guerrière de leur gouvernement.

Le coût de la guerre

En attendant, le budget militaire des Etats-Unis continuera donc d'enfler pour l'année 2007 au nom de la lutte contre le terrorisme et des nouveaux défis stratégiques. En hausse de 6,9% par rapport à cette année, soit un total de 493,3 milliards de dollars. Et hors du financement de la guerre en Irak pour laquelle M. Bush a demandé un « fonds d'urgence » de 72,4 milliards de dollars à la mi-février. Cette nouvelle enveloppe s'ajouterait aux 50 milliards que la Maison-Blanche revendiquera au début de la nouvelle année fiscale qui s'ouvrira le 1^{er} octobre. Le coût des « guerres presque gagnées » de l'administration Bush s'élèverait ainsi à plus de 440 milliards de dollars. Parallèlement, le budget du département de la Sécurité intérieure augmentera de 3,3% à 33,1 milliards l'an prochain. Mais tout cela, alors que le déficit public des Etats-Unis atteint des niveaux records, se fera au détriment des autres dépenses « hors sécurité », notamment dans le secteur social. Pour un budget fédéral de 2700 milliards de dollars, des économies de 14,5 milliards sont prévues, notamment dans les secteurs de la justice, de l'environnement, de l'éducation ou des aides destinées à fournir de la nourriture aux indigents. Le système Medicare, qui fournit une assistance médicale à 41 millions de personnes âgées et handicapées devrait être ponctionné de 36 milliards dans les cinq prochaines années.

Voici quelques dizaines d'années, un président américain appelait ses concitoyens à se méfier de l'influence politique du « complexe militaro-industriel », association fort intéressée de politiques, de militaires et d'industriels. L'expression allait connaître un beau succès. Celui qui l'a inventée se nommait Dwight Eisenhower. L'ancien général républicain savait de quoi il parlait. Il ajoutait même : « *Ne laissons jamais le poids de ce complexe mettre en danger nos libertés ou notre démocratie.* » A méditer des deux côtés de l'Atlantique. La guerre est aussi un énorme business générateur de profits colossaux. Bien plus dangereux pour l'humanité que la nébuleuse Al Qaeda.

« Partout dans le monde »

Il est intéressant de passer en revue le projet sensé éradiquer l'extrémisme islamiste global. Les chefs militaires US envisagent un conflit mené dans des douzaines de pays et durant des décennies. « *Nous sommes dans une phase critique de l'histoire de ce grand pays et nous trouvons confronté à des enjeux que nous n'attendions pas.* » dit le rapport où l'expression « *la longue guerre* » remplace celle de « *guerre à la terreur* ». Il s'agit d'une guerre illimitée dans le temps et dans l'espace puisqu'elle devrait « *être menée dans des douzaines de pays simultanément et pour les nombreuses années à venir* ». On passerait d'opérations militaires conventionnelles à grande échelle, comme l'invasion de l'Irak en 2003, à de rapides déploiements, souvent en secret, de forces anti-terroristes très mobiles.

Pour cela, les forces spéciales et les éléments spécialisés dans les opérations psychologiques seraient renforcés. Le Pentagone doublerait le nombre d'avions sans pilotes (les drones), les missiles nucléaires trident montés sur sous-marins seraient adaptés pour un usage en frappes conventionnelles; des équipes seraient entraînées à détecter rapidement des armes nucléaires dans le monde ; de nouveaux bombardiers à long rayon d'action seraient déployés. Le Pentagone ne précise pas les futurs théâtres d'opération mais les zones visées s'étirent du Moyen Orient à la corne de l'Afrique, à l'Afrique du nord, et de l'Asie du sud-est au Nord caucase.

Ces projets demandent « *un niveau élevé de coopération avec les alliés de l'OTAN et des gouvernements des régions visées, dans les secteur économiques, politiques, militaires et sécuritaires.* » Les alliés sont donc appelés à « *partager les risques et les responsabilités des défis complexes d'aujourd'hui.* »

Une approche non conventionnelle

Le rapport, qui est actuellement à l'étude dans les capitales européennes, précise le glissement « *d'une défense statique faite de garnisons à l'époque de la guerre froide* » vers « *un élargissement de notre capacité à déferler rapidement dans des zones troublées partout dans le monde.* » Il presse le Congrès d'accorder au Pentagone et aux agences de renseignement de larges pouvoirs comme c'est le cas en Irak. « *Des opérations complexes engageant l'armée US, d'autres gouvernements et des partenaires internationaux, seront menées dans de nombreux pays, reposant à la fois sur des approches directes (visibles) et indirectes (clandestines)* », dit le rapport. Ces opérations « *nécessiteront une surveillance constante et en espionnage nettement amélioré des capacités de l'ennemi, de la mobilité, des attaques rapides, une guerre prolongée non conventionnelle, des capacités antiterroristes et anti-insurrectionnelles. Maintenir une présence à long terme et de basse visibilité dans de nombreuses régions du monde où les forces US n'opèrent pas traditionnellement sera aussi requis.* »

Le rapport expose clairement l'ambition des Etats-Unis de dicter les termes d'une « *sécurité globale* ». Ainsi, « *Les Etats-Unis s'assureront que toutes les puissances, actuelles ou émergentes, s'intègrent dans le système international en tant qu'acteurs constructifs qui y trouvent leur intérêt.* » Et donc, « *ils s'assureront qu'aucune puissance étrangère ne puisse dicter les termes de la sécurité régionale ou globale.* » Les Etats-Unis « *essaieront de dissuader tout rival militaire de développer des capacités perturbatrices qui pourraient mener à une hégémonie régionale ou des actions hostiles contre les Etats-Unis et les pays amis.* »

Selon un représentant officiel du Pentagone, Ryan Henri, « *nous au département de la Défense, sommes tout à fait sûrs que nos forces seront appelées à s'engager durant la prochaine décennie où elles ne sont pas aujourd'hui engagées, mais nous ne savons pas où, quand, ni en quelles circonstance elles pourraient l'être.* » « *Dans certaines circonstances, d'autres pourraient faire le boulot à moindre coût que nous, ou parce qu'ils comprennent les langues, les coutumes, les cultures locales.* »

Le prix à payer

Alors que les dépenses militaires augmentent sans cesse, 1,1 million d'Américains ont, entre 2003 et 2004, rejoint les personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. C'est le Census Bureau, organisme officiel de statistiques, qui l'annonce. Fin 2004, 12,7 % de la population vivaient dans une grande précarité. En même temps, les classes moyennes sont en diminution constante, et les 5% de la population aux revenus les plus élevés disposent d'une part croissante (22%) de l'ensemble des revenus.

Flicage de masse

Le Centre national du contre-terrorisme américain (NCTC) a dressé une liste de...325 000 terroristes présumés. Ce fichage à grande échelle a été réalisé en deux ans sur instruction du président Bush et classe les suspects en « *individus dangereux et les autres* ». L'American Civil Liberties Union a protesté contre ce document où figurent « *un grand nombre de civils innocents.* » « *Que la justice peut poursuivre sous n'importe quel prétexte* » a critiqué le juriste David Cole. Certaines personnes ont ainsi été arrêtées, interrogées ou empêchées de prendre l'avion parce qu'elles portent le même nom que des personnes suspectées. Et dans le tas..., des membres du Congrès.